

Unité départementale de la Loire-Atlantique
5 rue Françoise Giroud
CS 16326
44263 Nantes cedex 2

Nantes, le 11/02/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/01/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CHARIER CM - CARRIERES ET MATERIAUX

La Clarté
44410 Herbignac

Références : N1-2025-134-rapport
Code AIOT : 0006300033

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/01/2025 dans l'établissement CHARIER CM - CARRIERES ET MATERIAUX implanté Le Tronc CHEMERE 44320 Chaumes-en-Retz. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CHARIER CM - CARRIERES ET MATERIAUX
- Le Tronc CHEMERE 44320 Chaumes-en-Retz
- Code AIOT : 0006300033
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière du Tronc est une carrière de roches massives (gneiss) autorisée par arrêté préfectoral du 31/10/2007 pour une durée de 30 ans.

Après extraction à l'explosif, les matériaux sont concassés, broyés, criblés dans une installation de 1200 kW. Une installation mobile est également susceptible d'opérer sur le site.

La production moyenne autorisée est de 680 000 tonnes par an et la production maximale autorisée est de 1 000 000 tonnes par an.

Thèmes de l'inspection :

- Bruits et vibrations

- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 31/10/2007, article I.11	Demande d'action corrective	

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Etude des instabilités rocheuses	Arrêté Préfectoral du 31/10/2007, article X.5	Demande d'action corrective	
3	Entretien des dispositifs d'abattage des poussières	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.1	Demande d'action corrective	
4	Contrôle des niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 31/10/2007, article V.7	Demande de justificatif à l'exploitant	
5	Dépassement des valeurs limites de bruit	Arrêté Préfectoral du 31/10/2007, article V.7	Demande d'action corrective	
7	Capacités de rétention	Arrêté Préfectoral du 31/10/2007, article III.3	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	
8	Aire de ravitaillement et d'entretien des engins	Arrêté Préfectoral du 31/10/2007, article III.4	Demande de justificatif à l'exploitant	
10	Eaux de procédé	Arrêté Préfectoral du 31/10/2007, article III.7	Demande d'action corrective	
13	Hauteur de stocks	Arrêté Préfectoral du 31/10/2007, article I.12	Demande d'action corrective	
14	Situation administrative merlon extérieur	Code de l'environnement du 27/10/2023, article R511-9	Demande de justificatif à l'exploitant	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
6	Contrôle des vibrations lors des tirs de mines	Arrêté Préfectoral du 31/10/2007, article VI.3	Sans objet
9	Surveillance des rejets d'eau	Arrêté Préfectoral du 31/10/2007, article III.6	Sans objet
11	consignes sur la mise en œuvre des moyens	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 19	Sans objet
12	Présence effective des moyens	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 17	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit transmettre l'autorisation d'urbanisme concernant le merlon situé au-regard du lieu-dit Le Blé Mignon.

L'exploitant doit compléter et vérifier l'étanchéité des rétentions en béton.

Les eaux utilisées par le crible laveur doivent être intégralement recyclées.

Compte-tenu du dépassement des valeurs limites de bruit, l'exploitant doit réaliser de nouvelles mesures et transmettre les résultats et, le cas échéant, ses propositions d'actions de réduction.

L'étude des instabilités rocheuses qui sera réalisée en 2025 doit permettre de vérifier les prescriptions de l'arrêté d'autorisation et, si besoin, les faire évoluer. Elle devra faire des recommandations opérationnelles pour la période d'exploitation et pour les fronts qui atteignent leur position définitive.

La hauteur du stock de 0/20 de pré-criblage doit être ramené à une hauteur maximale de 5 mètres.

L'ensemble des constats et demandes sont détaillées dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/10/2007, article I.11
Thème(s) : Autre, Plan d'exploitation
Prescription contrôlée : L'exploitant établit des plans à une échelle au moins aussi précise que le 1/1000 ^{ème} , orientés. L'échelle est adaptée à la superficie de la carrière. Ces plans comprennent un maillage selon le système Lambert et doivent indiquer : <ul style="list-style-type: none">- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter,- la dénomination actualisée des parcelles cadastrales concernées et riveraines,- les limites de sécurité réglementaires et les périmètres de protection,- les bords de la fouille,- l'emplacement exact du bornage (dont celui issu d'arpentage des limites non parcellaires),- les courbes de niveau ou les cotes d'altitude des points significatifs,- la position des dispositifs de clôture,- les zones décapées,- les emplacements de stockage des terres de découverte et des stériles,- les zones où l'exploitation est définitivement arrêtée,- les zones remblayées,- les zones définitivement réaménagées et la nature du réaménagement effectué,- les voies d'accès, ainsi que les chemins internes qui mènent à la carrière,- les zones à exploiter pendant l'année à venir (prévisions). Ces plans doivent être mis à jour au moins une fois par an. Un exemplaire doit être transmis à l'inspection des installations classées.
Constats :

Préalablement à la visite d'inspection, l'exploitant a transmis le plan topographique 2024 (20/12/2024).

Les informations suivantes ne sont pas présentes sur le plan :

- les limites de sécurité (bande des 10 mètres),
- l'emplacement exact et complet du bornage,
- les zones décapées,
- les emplacements de stockage des terres de découverte et des stériles,
- les zones remblayées (zone paysagère sud notamment),
- les zones définitivement réaménagées et la nature du réaménagement effectué (zone paysagère sud notamment et merlons),
- les zones à exploiter pendant l'année à venir (prévisions).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit **compléter les informations figurant sur le plan**.

Pour des raisons de lisibilité, certaines informations peuvent être figurées sur un plan séparé ou être renvoyées au plan de gestion des déchets d'extraction.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

N° 2 : Etude des instabilités rocheuses

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/10/2007, article X.5

Thème(s) : Risques accidentels, Instabilités rocheuses

Prescription contrôlée :

L'exploitant fait procéder au moins tous les trois ans, par une société spécialisée, à une étude des instabilités rocheuses. Il communique cette étude à l'inspection avec ses propositions et avec ses conclusions.

Constats :

La dernière étude des instabilités rocheuses (2022 - Geoscop), a été transmise par l'exploitant à la demande de l'inspection dans le cadre de la préparation de la visite d'inspection.

L'exploitant n'a transmis ni conclusion ni propositions.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Une nouvelle étude des instabilités rocheuses devra être réalisée en 2025. L'exploitant a indiqué qu'elle sera réalisée par la société Oolithe.

Cette étude devra **vérifier le respect par l'exploitant des prescriptions** prévues aux articles X.1 à X.4 de l'arrêté d'autorisation :

- absence de surplombs, zones de porte à faux ou de caves,
- pente des pistes et distance des bords de pistes aux talus et parois (augmentée en fonction de la stabilité des terrains),
- largeur de banquettes (prenant en compte la stabilité des fronts),
- hauteur et inclinaison des fronts (adaptés en cas de risques d'effondrements ou d'éboulements).

Cette étude devra avoir un **regard critique sur les conditions de stabilité** induites par les modalités actuelles d'exploitation de la carrière et, le cas échéant, proposer des modifications de ces modalités (largeur de banquettes, hauteur et pente des fronts, ...) dont certaines sont fixées par

l'arrêté d'autorisation.

L'étude devra faire des **recommandations opérationnelles pour la période d'exploitation et pour les fronts qui atteignent leur position définitive.**

L'exploitant devra **transmettre cette étude à l'inspection des installations classées avec son analyse et ses propositions d'actions éventuelles.**

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

N° 3 : Entretien des dispositifs d'abattage des poussières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.1

Thème(s) : Risques chroniques, Poussières

Prescription contrôlée :

Les dispositifs de réduction des émissions de poussières sont régulièrement entretenus et les rapports d'entretien tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

Préalablement à la visite d'inspection, l'exploitant a transmis un « registre dépoussiérage » qui trace les contrôles et actions réalisées sur les dispositifs d'abattage des poussières.

Ce registre ne précise pas toujours la localisation des contrôles réalisés (arrosage des pistes, aspersion sur l'installation) ni qui a réalisé les contrôles et actions correctives.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de **préciser la localisation des contrôles réalisés, si des actions correctives ou préventives ont été mises en œuvre et si le contrôle / entretien a été réalisé en interne ou sous-traité.**

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

N° 4 : Contrôle des niveaux sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/10/2007, article V.7

Thème(s) : Risques chroniques, Bruit

Prescription contrôlée :

Un contrôle des niveaux sonores doit être réalisé au moins une à quatre fois par an avec au moins une mesure pendant les périodes de concassage.

L'émergence doit être mesurée aux points suivants :

- B1, hameau Briageau
- B2, hameau La Biche
- B3, hameau Le Blé Mignon
- B4, hameau L'Epine

L'article V.2 précise les valeurs limites d'émergence et de bruit en limite de propriété.

Constats :

Préalablement à la visite d'inspection, l'exploitant a transmis les rapports des mesures réalisées les mardi 6 (ambiant 9h30 à 11h) et vendredi 9 (résiduel de 12h à 13h) 09/2022, le 16/10/2023 et la fiche de résultats pour les mesures réalisées en décembre 2024. L'exploitant ne dispose pas encore du rapport complet.

En 2022 : le résultat d'émergence est non conforme au point Briageau (émergence à 7 dB(A) pour une valeur limite de 5 dB(A)

En 2023 : les résultats sont conformes

En 2024 : les résultats sont non conformes en plusieurs points, avec des émergences mesurées à 22 dB(A) au point Bled Mignon, et 8,5 dB(A) au point l'Epine.

Concernant le dépassement au hameau l'Epine, l'exploitant indique qu'il est possible qu'il y ait eu un cumul de bruit avec les autres carrières.

Concernant le dépassement important au hameau Bled Mignon, l'exploitant indique que des travaux impliquant des engins se sont déroulés dans le lieu-dit pendant les mesures de bruit et que ces travaux se sont arrêtés aux mêmes horaires que la carrière pour la mesure du niveau résiduel.

L'exploitant indique que de nouvelles mesures vont être programmées au 1^{er} trimestre 2025 en fonction de la météo et de l'activité sur le site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit réaliser de nouvelles mesures de bruit.

Ces mesures devront être réalisées lors d'une période d'utilisation du BRH.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

N° 5 : Dépassement des valeurs limites de bruit

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/10/2007, article V.7

Thème(s) : Risques chroniques, Bruit

Prescription contrôlée :

Le contrôle doit être effectué chaque trimestre si les limites fixées à l'Article V.2 sont dépassées en au moins un point de mesure, et tant qu'elles sont dépassées, au moins une fois par an dans les autres cas. En cas de dépassements, l'exploitant informe l'inspection des installations classées et lui présente les dispositions envisagées pour y remédier.

Constats :

L'exploitant n'a pas informé l'inspection des installations classées des dépassements des valeurs limites d'émergence ni transmis d'actions correctives.

Il n'a pas réalisé de mesures trimestrielles suite aux dépassements constatés en 2022.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit **réaliser de nouvelles mesures de bruit** suite aux dépassements mesurés en décembre 2024.

Dès réception, il devra **transmettre les résultats des mesures à l'inspection des installations classées.**

En cas de persistance des dépassements, l'exploitant devra également **proposer des actions de**

réduction de ses émissions sonores.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective

N° 6 : Contrôle des vibrations lors des tirs de mines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/10/2007, article VI.3
Thème(s) : Risques chroniques, Vibrations liées aux tirs de mines
Prescription contrôlée : Chaque tir de mine en grande masse doit faire l'objet d'un enregistrement des vibrations et de la surpression acoustique au moyen de 2 analyseurs.
Constats : Préalablement à la visite d'inspection, l'exploitant a transmis la synthèse des résultats des mesures de vibration et surpression acoustique pour les tirs de mines réalisés en 2023 (15 tirs) et 2024 (14 tirs). Chaque tir a fait l'objet d'une mesure au niveau des lieux-dits La Biche (nord-est) et Briageau (nord-nord-est). Pour l'ensemble des tirs 2023 et 2024, les résultats des vibrations solidiennes sont inférieures à 3 mm/s et la surpression acoustique est au maximum de 122 dBL. Lors de la visite, les données de la synthèse ont été vérifiées par sondage pour le tir du 06/09/2024. Les certificats d'étalonnage des deux sismographes et des microphones associés utilisés ont été vérifiés lors de la visite d'inspection. Le dernier contrôle a été réalisé le 15/06/2024.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant d' étudier l'intérêt de réaliser une mesure à la Jarrie / l'Epine plutôt qu'au lieu-dit la Biche pour les tirs réalisés sur les fronts Est compte tenu d'une distance similaire mais d'une transmission dans les sols plus importante à l'arrière des tirs. Par ailleurs, il a été constaté une différence d'environ 15 dB entre les mesures de surpression acoustique réalisées par Géoscop et par l'exploitant lors de la mesure réalisée en parallèle en 2024. Il est demandé à l'exploitant de vérifier si les conditions d'implantation des microphones sont bien réalisées conformément aux bonnes pratiques de la profession (microphone positionné sur un mât d'au moins un mètre disposé à un mètre du mur, par analogie avec la méthode des mesures de bruit).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Capacités de rétention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/10/2007, article III.3
Thème(s) : Risques chroniques, Pollution des eaux
Prescription contrôlée : Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols doit être associé à une capacité de rétention étanche dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des

deux valeurs suivantes :

-100 % de la capacité du plus grand réservoir

- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients de capacité inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention peut être réduite à 20 % de la capacité totale des fûts associés sans être inférieure à 1 000 litres ou à la capacité totale lorsqu'elle est inférieure à 1 000 litres.

Les cuvettes de rétention doivent être conçues pour résister à la poussée et à l'action corrosive des liquides éventuellement répandus.

Elles doivent être correctement entretenues et débarrassées des eaux météoriques pouvant les encombrer. Elles ne doivent comporter aucun moyen de vidange par simple gravité dans les égouts ou vers le milieu naturel récepteur.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés et doivent être soit réutilisés, soit éliminés comme les déchets.

Constats :

Lors de la visite d'inspection, les stockages présents à l'atelier et dans l'auvent de stockage mitoyen à l'atelier ont été contrôlés ainsi que les rétentions des cuves de carburant (cuve principale et cuve d'appoint du groupe électrogène).

Sous l'auvent, la rétention est en béton et contient différents fûts de 200-250 litres ainsi qu'une rétention métallique contenant un réservoir d'huile minérale et différents bidons.

Le sol de la rétention en béton comporte un joint de dilatation. La question se pose donc de l'étanchéité de la rétention.

Dans l'atelier, il a été constaté la présence de stockages de 1 m³ d'AdBlue sur rétention, de plusieurs bidons placés sur rétention et d'un fût de 200 litres qui était en cours de remplissage d'huile de vidange lors de l'entretien en cours sur un engin. Ce fût n'était pas placé sur rétention pendant l'opération en cours. L'exploitant a indiqué qu'il serait placé sur rétention lorsque la vidange serait terminée.

Les rétentions des cuves de carburant sont des cuves constituées de dalles béton et de parois en parpaings avec un enduit intérieur. Elles se trouvent en extérieur. Il a été constaté que les deux rétentions comportaient un orifice percé en bas d'une des parois béton pour permettre l'évacuation des eaux pluviales. Un bouchon permet potentiellement la fermeture de l'orifice. Le bouchon n'était pas posé sur l'orifice de la rétention principale. Dans tous les cas, le joint placé autour de l'orifice semble ancien et ne garantit pas l'étanchéité. Ces rétentions comportent des moyens de vidange par simple gravité dont les rejets peuvent s'infiltrer et rejoindre les eaux souterraines.

L'enduit de la rétention de la cuve de carburant associée au groupe électrogène est parti à différents endroits et fissuré sur toute la hauteur. L'étanchéité ne semble pas garantie.

Compte-tenu de la présence de boues, il n'a pas été possible d'examiner la dalle des rétentions.

Dans la rétention principale, il a été constaté le stockage de fûts vides en attente d'enlèvement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit combler de façon étanche les orifices percés dans le bas des rétentions des cuves de carburant. Il doit vérifier et restaurer l'étanchéité des rétentions. Lors de prochain nettoyage de ces rétentions, l'exploitant devra vérifier et justifier l'intégrité de l'étanchéité de la dalle béton et de la jonction avec les murets.

L'exploitant doit justifier l'étanchéité de la rétention en béton sous l'auvent mitoyen à l'atelier.

Il est également demandé à l'exploitant de **préciser le volume des rétentions utilisées afin de vérifier la capacité de stockage associée.**

En particulier, il est demandé à l'exploitant de vérifier que le volume des bidons stockés dans la rétention de la cuve de carburant ne prend pas un volume nécessaire en cas de fuite sur la cuve de carburant.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

N° 8 : Aire de ravitaillement et d'entretien des engins

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/10/2007, article III.4

Thème(s) : Risques chroniques, Pollution des eaux

Prescription contrôlée :

Les ravitaillements et les entretiens d'engins doivent être réalisés sur une aire bétonnée étanche aux hydrocarbures, entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels.

Les eaux ainsi collectées doivent être traitées par un séparateur à hydrocarbures avant rejet dans le milieu naturel.

L'efficacité de ce dispositif doit permettre d'obtenir des rejets qui présentent une concentration en hydrocarbures inférieure à 10 mg/l selon la norme NFT 90 114 et une concentration en MEST inférieure à 35 mg/l selon la norme NFT 90 105.

Le séparateur doit être nettoyé aussi souvent que nécessaire, et, dans tous les cas, au moins une fois par an. L'exploitant doit conserver jusqu'à la fin de l'autorisation tous documents qui justifient l'entretien régulier du séparateur et l'élimination des hydrocarbures ou des autres déchets piégés par le séparateur

Constats :

Lors de la visite d'inspection, il a été constaté la présence d'une aire bétonnée étanche mitoyenne à la cuve de carburant. L'aire est entourée d'un rebord. Elle est orientée vers le centre et un caniveau central permet la récupération des liquides.

La présence des regards du séparateur à hydrocarbures a été constatée.

Préalablement à la visite d'inspection, l'exploitant a transmis les factures du nettoyage du séparateur à hydrocarbures réalisés les 13/03/2023 et 12/03/2024 par la société SARP.

Cependant, l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier l'efficacité de dispositif.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de **réaliser des mesures annuelles en sortie du séparateur à hydrocarbures (à distance de son nettoyage)** afin de vérifier son efficacité.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

N° 9 : Surveillance des rejets d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/10/2007, article III.6
Thème(s) : Risques chroniques, Pollution des eaux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les eaux issues du décanteur visé à l'Article III.4, les eaux de l'installation de lavage des véhicules et des engins et les autres eaux canalisées ne peuvent être rejetées dans le ruisseau du Briageau qu'après avoir subi une neutralisation et une décantation (2 bassins de 2 800 m³ chacun) qui permet de respecter les valeurs limites suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - pH entre 5,5 et 8,5 - température : inférieure à 30° C - MEST < 35 mg/l (norme NFT 90 105) - DCO sur effluent non décanté < 125 mg/l (norme NFT 90 101) - Hydrocarbures < 10 mg/l (norme NFT 90 114) <p>Ces valeurs doivent être mesurées sur un échantillon prélevé proportionnellement au débit sur 24 h.</p> <p>Aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites.</p> <p>La modification de couleurs du milieu récepteur mesuré en un point représentatif de la zone de mélange ne doit pas dépasser 100 mg Pt/l.</p> <p>Les rejets doivent s'effectuer à travers des canaux qui permettent la mesure du débit.</p> <p>Les paramètres, visés ci-dessus, doivent être mesurés semestriellement par un laboratoire agréé pour ces analyses.</p> <p>La fréquence doit être trimestrielle si les valeurs fixées ci-dessus sont dépassées et jusqu'au retour à des valeurs conformes. En cas de dépassements, l'exploitant informe l'inspection des installations classées et lui présente les dispositions envisagées pour y remédier.</p> <p>Les résultats doivent être archivés par l'exploitant jusqu'à la fin de la présente autorisation.</p> <p>Constats :</p> <p>Préalablement à la visite d'inspection, l'exploitant a transmis les rapports de mesure des rejets d'eau pour 2023 et la fiche de résultats pour les mesures réalisées en 2024 (GEOSCOPE). Les prélèvements ont été réalisés au niveau du point de rejet ainsi que dans la petite mare à l'entrée qui recueille les eaux de ruissellement de l'entrée du site et dont le rejet se fait dans le fossé à l'entrée du site.</p> <p>Les prélèvements ont été réalisés sur 24h à une fréquence semestrielle (mars et septembre).</p> <p>Les résultats sont conformes.</p> <p>Lors de la visite, le puisard fond de fouille, le puisard intermédiaire, les deux bassins de décantation et le point de rejet ont été contrôlés.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 10 : Eaux de procédé

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/10/2007, article III.7
Thème(s) : Risques chroniques, Pollution des eaux

Prescription contrôlée :
[...] Les rejets d'eau de procédé sont interdits. Ces eaux sont intégralement recyclées. [...]
Constats :
<p>Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a décrit le circuit des eaux utilisées pour le crible laveur utilisé pour le lavage de gravillons.</p> <p>Le circuit des eaux d'exhaure est le suivant : pompage dans le puisard de fond de carrière, renvoi vers un puisard intermédiaire, puis vers un 1^{er} bassin de décantation, un 2^{ème} bassin de décantation et rejet au milieu naturel.</p> <p>Le crible laveur utilise l'eau claire du deuxième bassin de décantation. Les eaux chargées sont dirigées vers le puisard intermédiaire.</p> <p>Les eaux de procédé sont donc mélangées aux eaux d'exhaure et une partie se retrouve dans les rejets du site.</p> <p>Ces eaux ne sont donc pas intégralement recyclées.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
<p>L'exploitant doit mettre en oeuvre un dispositif lui permettant de garantir que les eaux chargées en sortie du crible-laveur sont intégralement recyclées et ne sont pas mélangées aux eaux d'exhaure rejetées au milieu naturel.</p> <p>Dans l'attente, le crible laveur ne peut pas être utilisé.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective

N° 11 : consignes sur la mise en œuvre des moyens

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 19
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Prescription contrôlée :
<p>Des consignes sont établies et indiquent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ; - l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ; - l'obligation du permis de travail pour les parties concernées de l'installation ; [...] - les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité des installations et convoyeurs ; [...] - les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues dans le présent arrêté ; - les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ; - la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. ; [...]
Constats :
<p>La consigne intitulée "Plan d'intervention d'urgence" est consultable dans un classeur dans le local servant aux agents.</p> <p>Elle n'appelle pas de remarque.</p>

Type de suites proposées : Sans suite
--

N° 12 : Présence effective des moyens

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 17
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : [...] - d'un ou plusieurs appareils de lutte contre l'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 m ³ /h pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. A défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 m ³ destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et fournit un débit de 60 m ³ /h. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuelle réserve d'eau. Si les moyens de défense incendie sont moindres, l'exploitant est en mesure de présenter à l'inspection des installations classées, l'accord écrit des services d'incendie et de secours et les justificatifs attestant des moyens de défense incendie immédiatement disponibles demandés par ces mêmes services.
Constats : Préalablement à la visite d'inspection, l'exploitant a transmis un « procès-verbal de réception d'un point d'eau naturel ou artificiel » émis par le SDIS 44 le 27/06/2023 et indiquant la conformité du point d'eau. Lors de la visite, il a été constaté la présence d'un espace réservé aux pompiers devant un des bassins de décantation des eaux. Des panneaux sont apposés sur le grillage, indiquant qu'il s'agit d'une réserve incendie et que la zone est réservée aux pompiers.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Hauteur de stocks

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/10/2007, article I.12
Thème(s) : Autre, intégration paysagère
Prescription contrôlée : La hauteur des stocks de matériaux, sauf merlons, est limitée à 5 mètres.
Constats :

La hauteur des stocks de matériaux présents sur la plate-forme au nord-est du site a été contrôlée sur le plan topographique daté du 20/12/2024.

Le stock de 0/20 de pré-criblage présente une hauteur pouvant aller jusqu'à 10 mètres.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit réduire la hauteur du stock de 0/20 de pré-criblage pour respecter une hauteur maximale de 5 mètres.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

N° 14 : Situation administrative merlon extérieur

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/10/2023, article R511-9

Thème(s) : Situation administrative, Classement ICPE

Prescription contrôlée :

La colonne " A " de l'annexe au présent article constitue la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

2760-3 : Installation de stockage de déchets inertes (E)

Constats :

Lors de la visite d'inspection, il a été constaté la présence d'un merlon situé en-dehors du périmètre autorisé, le long de la route départementale RD 279 au regard du lieu dit Le Blé Mignon.

Ce merlon présente une hauteur estimée à une douzaine de mètres, une longueur d'environ 500 mètres et une largeur d'environ 80 mètres.

Une partie du merlon est finalisée et est naturellement végétalisée. Une autre partie est en cours de constitution, à partir de matériaux terreux. Une partie du merlon figure sur le plan d'exploitation de la carrière qui précise "stockage de déchets du BTP".

L'accès est contrôlé par une barrière.

Lors de la visite, l'exploitant a indiqué que ce merlon est un aménagement pour lequel il dispose d'une autorisation au titre de l'urbanisme.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit transmettre l'autorisation d'urbanisme concernant cet aménagement.

A défaut, il sera considéré que ce merlon est une installation de stockage de déchets inertes.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant